

Rose J. (dir.) (2014). *Mission d'insertion. Un défi pour les universités*

Rennes : PUR, 237 p., ISBN : 978-2-7535-3356-1

Catherine Agulhon

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/2268>

DOI : [10.4000/rechercheformation.2268](https://doi.org/10.4000/rechercheformation.2268)

ISSN : 1968-3936

**Éditeur**

ENS Éditions

**Édition imprimée**

Date de publication : 19 novembre 2014

Pagination : 142-144

ISBN : 978-2-84788-758-7

ISSN : 0988-1824

**Référence électronique**

Catherine Agulhon, « Rose J. (dir.) (2014). *Mission d'insertion. Un défi pour les universités* », *Recherche et formation* [En ligne], 76 | 2014, mis en ligne le 19 novembre 2014, consulté le 25 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/2268> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rechercheformation.2268>

---

et de préoccupation caractérisant les propos des stagiaires et des secrétaires conduisent en effet, selon F. Chenu, à penser que les situations relèvent moins de données préalables que de constructions *in situ*.

Les résultats et analyses proposés dans cet ouvrage contribuent très directement au champ de recherche sur la formation en confirmant l'idée que l'activité doit être regardée non seulement sous son volet opératoire mais également discursif, mentalisé, réflexif. Bien plus, analyser et comprendre l'activité « efficace », c'est conjointement regarder son déploiement en situation et la façon dont les acteurs peuvent en parler a posteriori et d'une certaine manière. Il y a là des pistes tout à fait utiles pour penser l'accompagnement du développement des pratiques professionnelles, en articulant étroitement situation d'activité/de travail et situation discursive à propos du travail.

Cet ouvrage constitue un itinéraire empirique et conceptuel tout à fait intéressant et utile s'agissant d'une question difficile, car relevant d'abord de préoccupations sociales, celle de l'évaluation des compétences. Deux points développés par l'auteur nous semblent cependant pouvoir être mis en discussion. D'une part, ces résultats ont tendance à mettre l'accent sur le fait que l'expertise « efficace » et « transférable » relève de compétences faisant l'objet d'une « mentalisation » forte ou tout du moins qui peuvent s'accompagner d'une mise en mot des règles qui guident l'action, sinon des postures qui l'accompagnent. Pour autant, il ne faudrait sans doute pas penser que seule l'activité s'accompagnant d'une capacité de verbalisation à son sujet est efficace. En effet, comme le montrent les travaux déjà anciens de J. Leplat à propos des compétences incorporées, une grande partie de notre expertise, parfaitement efficace par ailleurs, est d'abord « en actes » et non verbalisable car très attachée au corps, aux sensations et aux situations. D'autre part, comme le dit très justement l'auteur, évaluer des compétences suppose au préalable que l'on définit le mot compétence. Selon F. Chenu « être compétent, c'est être capable, grâce à une activité réflexive, de décontextualiser et de contextualiser des savoirs de manière à être performant » (p. 37). La question consiste alors à savoir si la compétence est, comme cela semble sous-entendu dans cette définition, une propriété intrinsèque des

sujets « agissants » ou, au contraire, un point de vue social porté par un tiers sur l'activité d'un sujet. Il semble, pour F. Chenu, que le débat est tranché au risque peut-être de « naturaliser » une notion qui relève d'abord selon nous d'une construction sociale.

**Richard Wittorski**

Université de Rouen, laboratoire CIVIIC.

**ROSE José (dir.) (2014)**

***Mission d'insertion.***

***Un défi pour les universités***

Rennes : PUR, 237 p.

ISBN : 978-2-7535-3356-1

Depuis une quinzaine d'années, l'université est l'objet d'un grand nombre de réformes. Celles-ci sont le fruit d'une réflexion européenne appliquée de manière spécifique et différenciée selon les cultures institutionnelles de chaque pays impliqué. En France, la LRU condense une grande part de ces réformes. Elle introduit en particulier une troisième mission à l'université après l'enseignement et la recherche, l'insertion professionnelle des étudiants. Cela suppose une réflexion et une redéfinition de l'offre de formation pour l'ancrer plus nettement dans une perspective professionnelle. Ces réformes ont pour objectif de rationaliser et de contrôler l'organisation des établissements publics, de répondre à la massification de l'enseignement supérieur, mais aussi aux difficultés d'insertion des jeunes. L'université, en France, est la seule institution de l'enseignement supérieur qui accueille tous les bacheliers et n'opère pas ou peu de sélection à l'entrée. Elle doit en permanence s'adapter à un nouveau public et adapter ce public aux perspectives d'insertion possibles.

José Rose dans cet ouvrage nous donne des clés pour comprendre à la fois l'ampleur de cette troisième mission, sa mise en œuvre et ses effets. Il mobilise un grand nombre de travaux de recherche pour suivre les évolutions et les resituer à la fois sur un plan théorique et empirique.

L'ouvrage s'articule en six chapitres qui donnent chacun une facette de ces évolutions et permettent d'en saisir l'ampleur.

Dans le premier chapitre, J. Rose précise la place occupée par cette nouvelle mission d'insertion de l'université. L'introduction de cette

mission est l'occasion de repenser l'organisation administrative de l'université, de renforcer les services d'information, d'orientation et d'insertion et d'établir des relations entre ces services et les composantes d'enseignement; elle peut en outre favoriser l'ajout d'enseignements pragmatiques à côté des enseignements théoriques, comme la construction d'un projet professionnel, l'initiation aux outils informatiques, la connaissance de l'environnement économique... Elle valorise l'acquisition de compétences, terme cher aux décideurs ces derniers temps. D'un côté, des universitaires résistent à ces injonctions qui ont des incidences sur leurs pratiques et les recomposent, de l'autre J. Rose démontre en quoi il est nécessaire de contextualiser les apprentissages et de permettre aux étudiants de se projeter dans le monde du travail tout au long de leur cursus.

Dans le deuxième chapitre, J. Rose expose les acquis de la recherche sur l'insertion des étudiants; il nous donne à voir les principaux indicateurs qui conditionnent les modes d'insertion. Le contexte économique, les modes de gestion de la main d'œuvre dans les différents secteurs, les besoins de main-d'œuvre sont, bien sûr, déterminants. Mais les caractéristiques des individus, leur formation, la possession d'un diplôme, les réseaux qu'ils mobilisent distinguent également des trajectoires hétérogènes. Et même si, dans leur ensemble, les étudiants tirent mieux que d'autres leur épingle du jeu, ils peuvent subir déclassement et précarité. J. Rose insiste également sur l'un des résultats de la recherche qu'il ne faut pas négliger: il n'y a pas forcément adéquation entre formation et emploi, il y a au contraire une certaine plasticité ou distance entre ces deux champs que doivent prendre en compte les décideurs lorsqu'ils construisent les formations. Les travaux du CEREQ depuis près de quarante ans permettent de réfléchir sur les méthodes d'enquête, tant sur le plan conceptuel que sur les modalités pratiques. Quel est l'échelon le plus significatif? L'échelon national qui produit des références parfois trop synthétiques ou l'échelon local alimenté par des enquêtes menées au sein des universités. À ce niveau, le regard peut être myope et conduire à des décisions erronées comme la suppression de formations efficaces au-delà du moment ou du lieu ou la valorisation de formations par trop sélectives; les possibilités sont multiples.

Mais, de toute façon, la connaissance des modes d'insertion des jeunes permet de réfléchir sur l'offre de formation et d'informer les jeunes sur des bases concrètes.

Dans un troisième chapitre plus pragmatique, J. Rose s'interroge sur la construction du projet étudiant et sur les dispositifs d'accompagnement à mettre en place, sur la connaissance de l'environnement et la maîtrise des outils de recherche d'emploi. Toute connaissance périphérique que les universités n'ont pas toujours prise en compte et qui permet aux étudiants de donner du sens aux savoirs et de se projeter dans l'avenir d'une manière plus concrète. Il tente ainsi de préciser comment se construit cette mission d'aide à l'insertion et quels sont les moyens de la structurer et de la rendre productive.

Dans le quatrième chapitre, J. Rose aborde deux thématiques également balisées ces dernières années: le travail en cours d'études et les stages. Il s'agit de prendre en compte les expériences et les compétences et de ne pas déconnecter le travail universitaire du contexte existentiel des jeunes. De nombreuses études ont établi que le travail ne s'oppose pas aux études quand il entretient une certaine proximité avec elles, mais qu'il peut être source d'échec quand il éloigne les étudiants des études, en particulier par son intensité. De plus, plus les jeunes vieillissent, plus ils travaillent, 38 % à 25 ans, mais pour un quart d'entre eux, ce travail peu qualifié les éloigne des études. Quant aux stages, ils se diffusent et sont valorisés par les étudiants qui en attendent une expérience dans leur domaine, une introduction à l'entreprise et même une préinsertion. Ils posent différents problèmes. Ils demandent une certaine régulation par l'institution et un véritable partenariat en amont avec les entreprises. Ils peuvent être improductifs, détourner les jeunes de leurs projets ou les confirmer. Les réserves sur les stages tiennent autant à leur contenu souvent décalé qu'au rôle de substitution qu'on y fait jouer aux stagiaires. Mais cette expérience participe d'une transition vers la vie active qui, aujourd'hui, dans un contexte de chômage et d'incertitude demande à être accompagnée et même instituée.

Le cinquième chapitre est consacré au rôle que peut jouer cette connaissance de l'insertion des étudiants sur la construction des cursus.

J. Rose présente ce dossier complexe, à la fois évolutif et enchâssé dans le fonctionnement de l'université. Si le niveau européen a joué un rôle depuis 15 ans dans la définition de l'offre (LMD), si le ministère a redéfini des critères et contractualisé la procédure d'habilitation des formations, ce sont toujours les universitaires, au sein des disciplines, des départements et des facultés qui ajustent cette offre selon les moyens disponibles et leur compréhension des attentes institutionnelles et étudiantes. Si l'adéquationnisme est déjoué par les réalités des insertions, il est difficile de trouver une juste mesure, d'autant que la professionnalisation incite à cet ajustement aux réalités immédiates offertes par l'emploi. Au-delà d'une définition de l'offre réfléchie et justifiée, J. Rose estime qu'une bonne préparation à l'orientation permettrait aux étudiants de se fixer des objectifs qui donnent sens à leurs études. Toutefois, l'hétérogénéité, tant des logiques et modes de fonctionnement des institutions que de l'offre de formation universitaire, limite la lisibilité des possibles. D'ailleurs, le ministère tente aujourd'hui d'intervenir et de réduire l'éclectisme sur lequel s'est construite l'offre de formation ces quinze dernières années. On peut ajouter que l'évaluation, dernier maillon de la fabrication de l'offre et prescription européenne, peut entraîner des effets pervers comme la surenchère ou la survalorisation de formations à partir d'indicateurs fabriqués artificiellement.

Dans un dernier chapitre, J. Rose revient sur le rôle des missions d'aide à l'insertion qui s'implantent progressivement dans les universités. Il rappelle à l'occasion la diversité des modes de gouvernance qui y sont à l'œuvre. Les politiques institutionnelles, si elles s'affirment, ne s'homogénéisent pas. Les missions d'insertion reflètent cette diversité et sont insuffisamment évaluées. Elles devraient s'inscrire dans un partenariat avec les composantes comme avec les entreprises, partenaires externes. Mais, créer des synergies entre les acteurs suppose un consensus tant sur les finalités que sur les modalités d'organisation. Celui-ci n'est pas toujours au rendez-vous.

À l'inverse de nombreux ouvrages d'universitaires sur l'université ces dernières années, cet ouvrage ne se veut ni critique, ni polémique ; en cela, il est en rupture avec une certaine production sociologique. Il propose, au contraire, à la fois une synthèse des politiques menées ces quinze

dernières années, des recherches menées sur les transformations des universités, sur l'insertion des jeunes, sur les relations complexes entre le monde universitaire et le monde professionnel et un guide pour comprendre à la fois les enjeux de cette troisième mission de l'université et les modalités d'une mise en œuvre efficace pour les étudiants autant que pour les institutions. J. Rose s'y implique comme chercheur, ayant beaucoup travaillé sur ce champ des relations formation emploi, des transitions professionnelles des jeunes, mais aussi comme acteur au sein des universités et porteur de ce projet de faire fonctionner ces missions d'aide à l'insertion professionnelle. Son ouvrage est ainsi un outil de travail pour les acteurs, car les résultats de la recherche montrent ici toute leur efficacité pour l'action. Ces résultats permettent de prendre du recul, d'éviter des écueils (adéquationnisme, sélectionnisme), d'éviter de réduire la complexité du réel ou de s'appuyer sur des indicateurs insuffisants pour construire une politique universitaire.

**Catherine Agulhon**

Université Paris Descartes, Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS, UMR 8070)

**MESKEL-CRESTA Martine et al. (2014)**

***École et mutation. Reconfigurations, résistances, émergences***

Bruxelles : De Boeck, coll. « Perspectives en éducation et formation », 416 p.  
ISBN : 978-2-8041-8474-2

L'ouvrage rassemble vingt-neuf courts écrits nés de différents exposés présentés lors du séminaire de recherche pluriannuel du laboratoire « École, Mutations, Apprentissage » de l'université de Cergy-Pontoise et des échanges auxquels ils ont donné lieu. Il se donne principalement pour tâche d'éclairer, à l'aide de contributions issues de disciplines multiples (sciences de l'éducation, sociologie, histoire, science politique, sciences du langage, didactique, sciences de l'information et de la communication, philosophie, arts), différentes façons de concevoir ce que les auteurs nomment « l'École en mutations(s) », soit l'École française comme lieu de transformations et de bouleversements depuis les années quatre-vingt, ceci pour la majorité des textes présentés.

Suivant une organisation classique passant du macro (analyse sociétale, politique et